



81, rue du Temple - 75003 PARIS

Lettre d'information

n° 113/114

octobre-novembre 2006

2 Euros

ISSN 0996-5572

DOSSIER

Dysfonctionnements et mensonges des services de l'Etat en 1986 : les preuves

Pour le 20^{ème} anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl la CRIIRAD avait organisé à Paris un débat contradictoire, « **Dysfonctionnements et mensonges des services de l'Etat en 1986 : la CRIIRAD présente ses preuves** » avec la participation de Roland Desbordes président de la CRIIRAD, de Corinne Castanier directrice de la CRIIRAD et de Bella et Roger Belbéoch, auteurs de *Tchernobyl, une catastrophe* (éd. Allia, Paris 1993).

Une invitation à présenter leurs critiques et à débattre avec la CRIIRAD avait été lancée à **23** personnalités. La liste comportait le directeur et le président de l'IRSN, des scientifiques dont les travaux ont porté sur les retombées de Tchernobyl en France en 1986, des membres des deux groupes de travail officiels sur Tchernobyl, des journalistes. Dans la liste figuraient aussi certains des plus vigoureux défenseurs du Pr. Pellerin.

Seul M. Didier Champion de l'IRSN a relevé le défi et a pris place à la tribune.

Nous présentons ci-après des extraits du dossier de presse de Bella et Roger Belbéoch.

Exposé de Bella Belbéoch

C'est un complément à l'article « Retour sur la gestion en France de la crise ouverte par Tchernobyl » publié dans la *Gazette Nucléaire* 207/208, juillet 2003, relatant mon témoignage au procès de Pierre Pellerin contre Hélène Crié-Michèle Rivasi le 3 novembre 1999. (Publié aussi dans la *Lettre d'information du comité Stop-Nogent* 107, mai-septembre 2005).

La gestion de la crise post-Tchernobyl par les autorités sanitaires françaises. Incompétence du SCPRI et désinformation.

C'est la minimisation initiale de l'événement qui va provoquer un effet boomerang dans les médias après le 10 mai, symbolisé par le titre du Monde daté du 13 mai « Désinformation nucléaire »... Le gouvernement français subit aujourd'hui le choc en retour de sa désinformation...

L'élévation de radioactivité détectée en Suède : au SCPRI on ne croit pas que l'origine soit due à un accident nucléaire dans une centrale soviétique

21h52, 28 avril 1986, la 1^{ère} dépêche AFP

« FRA / AFP-5B i i

URSS-Nucléaire

France : pas de radioactivité particulière mesurée.

PARIS, 28 avr (AFP) - Aucune radioactivité particulière n'avait été mesurée lundi soir au-dessus de la région parisienne par le service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), a déclaré une source autorisée du service.

Souhaitant garder une certaine réserve de prudence face aux événements actuels, un représentant du service a toutefois indiqué lundi soir à l'AFP qu'une élévation de radioactivité, comme celle constatée sur la Scandinavie pouvait avoir des origines diverses et que la Baltique, lieu d'un accident nucléaire sur une centrale soviétique est tout de même éloignée de la Scandinavie, et le régime des vents défavorables.

Selon une autre source, le remplacement du combustible du cœur d'un réacteur nucléaire, ou un incident nucléaire sur une base militaire peut provoquer une élévation

sensible de la radioactivité dans les régions voisines.

Enfin, des observateurs notent que le régime des vents dominants d'ouest en France rend l'arrivée de radioactivité en provenance des Pays de l'Est difficile au-dessus de ce pays.

pai/bio

AFP 282152 AVR 86 »

- **21h54** deux minutes plus tard l'AFP annonce l'accident « PARIS, 28 avr (AFP) - La centrale nucléaire soviétique de Tchernobyl, près de Kiev, où s'est produit un accident qui a fait des victimes, selon l'agence TASS, (...). »

29 avril 1986

Interview du Pr. Pierre Pellerin par Philippe Chrétien (France Inter) redonnée le samedi 22 mai 1999 au cours de l'émission *Grand Angle* de France Culture consacrée à Tchernobyl sous le titre *Parcours ukrainien..*

« - Pr. P. Pellerin : il n'y a pas du tout lieu de s'inquiéter, la radioactivité en Suède est passée par une pointe hier qui n'était pas elle-même inquiétante, au niveau que les Suédois qui sont chargés de mesurer ça, viennent de nous annoncer « c'est sans aucun danger pour la santé publique »

- Philippe Chrétien : Est-ce qu'on constate quelque chose au-dessus de la France ?
- Pr. P. Pellerin : Non parce que les vents ne vont pas dans cette direction là, les vents tournent dans le sens inverse des aiguilles d'une montre actuellement, autour d'une dépression qui est centrée sur l'Europe et il est probable que ça n'atteindra, que les vents n'atteindront la France que dans quelques heures ou plutôt quelques jours, et compte tenu du fait que c'est une radioactivité qui a été libérée au niveau du sol, au ras du sol, c'est-à-dire 50 mètres peut-être, il n'est pas impossible qu'il ne subsiste pas grand-chose ou presque rien quand ça arrivera à nous par l'ouest.
(...) »

Dans cet entretien deux **erreurs graves** qui minimisent l'accident :

- Ainsi pour le Pr. Pellerin les rejets de Tchernobyl ont été libérés au ras du sol alors que suite à l'explosion du réacteur et au graphite en feu ils sont montés à plus de 2000 m d'altitude.

Il n'imaginait pas qu'il puisse y avoir eu explosion du réacteur ?

- Il s'attendait à la venue du nuage par l'ouest. En fait le nuage est venu par 2 voies, le sud-est et l'est. En effet c'est le **29 avril** que le CEA a détecté la radioactivité venant de Tchernobyl, dans les centres CEA de Marcoule (sud-est de la France) et Verdun (Est de la France) en particulier par la détection d'iode 131 normalement absent dans l'atmosphère.

Le Pr. Pellerin ne savait pas que les vents peuvent tourner ?

Ce même 29 avril le Pr. Pellerin minimise déjà les conséquences possibles de l'accident.

« (...) en ce qui concerne les populations il y a certes un problème d'hygiène publique, mais pas de réel danger et certainement pas plus loin que 10 à 20 km au nord de la centrale ».

(...) Autre comparaison possible : il s'agit d'une fuite au moins équivalente à celle du réacteur U. K. de Windscale [en 1957] dont la seule conséquence avait été la consommation différée de lait. Ceci montre bien que les populations, localement, ne courent aucun risque ». (En oubliant que 2 à 3000 tonnes de lait contaminé en iode 131 ont été jetés à la mer, en oubliant la présence de polonium 210 dans les rejets, parce que Windscale était un petit réacteur 60 MWe produisant à la fois du plutonium et de l'électricité, en oubliant surtout que la puissance du réacteur de Tchernobyl n'est pas 60 MWe mais 1000 MWe).

Le Pr. Pellerin doit pourtant savoir que les rejets de Windscale ont duré moins de 24 heures alors qu'au 29 avril 1986 à Tchernobyl on ignore ce qui va se passer, l'accident nucléaire n'est pas maîtrisé. Les rejets massifs dureront 10 jours (il y aura des rejets de moindre importance durant tout le mois de mai d'après la *Pravda* du 20 mars 1989). *Les habitants localement ne courent aucun risque ?* En plus de l'évacuation des 45 000 habitants de Pripyat en 2 heures, le 27 avril à 14 h, 36 heures après l'explosion du réacteur, il y aura encore une zone « fermée » et évacuation en tout de 135 000 habitants dont des villages biélorusses situés à 50 km du réacteur.

Alors pour nous, à 2000 km pas de problème :

« Le 29 avril le SCPRI renforce à cette occasion les analyses quotidiennes (air, eau, lait) sur ses 130 stations. A ce jour aucune radioactivité anormale n'a été vue dans notre pays en France en tout cas, compte tenu de la distance et de la décroissance dans le temps si l'on détecte quelque chose il ne s'agit que d'un problème purement scientifique (...) ».

Le système de surveillance mis en place par le Pr. Pellerin ne permettait pas de suivi en temps réel.

Quand la France a-t-elle été touchée par la radioactivité ? Le 29 avril pour le CEA, le 30 avril à minuit pour le SCPRI

Comme indiqué précédemment d'après le CEA les premières augmentations de radioactivité imputables à cet accident ont été décelées dès le 29 avril dans le sud-est et l'est de la France à Marcoule et Verdun (Laylavoix *et al*, IPSN, rapport 86/03 SEAPS, 27 juin 1986 et les rapports suivants de l'IPSN) (voir page 5 l'évolution de la concentration atmosphérique à Verdun, Marcoule.) Il est rappelé que le « bruit de fond » pour les radionucléides décelés iode 131 et 132, tellure 132 etc. est nul en temps normal, sauf pour le césium 137 dont la concentration en certains points du territoire peut atteindre 10^{-6} Bq/m³.

Le télex SCPRI du **30 avril à 16h** « toujours aucune élévation significative de la radioactivité sur l'ensemble du territoire ».

Le témoignage de Serge Berg, responsable de l'AFP et interlocuteur unique de P. Pellerin lors de la crise de Tchernobyl nous renseigne sur la façon dont la station SCPRI de Nice a été avertie dans son interview réalisée par Colombe Schneck diffusée dans l'émission « Arrêt sur image » du 11 avril 1999 intitulée *Nucléaire, un si long silence*. (À voir sur: http://www.dissident-media.org/fichier_real/arret_sur_img_52mn01.ram)

La commentatrice : « Le 30 avril, le communiqué de 16 heures du Pr. Pellerin à l'agence France Presse est laconique « Aucune élévation significative de la radioactivité ». Serge Berg, journaliste à l'AFP est le seul lien entre le Pr. Pellerin et la presse ».

Serge Berg « Ce jour-là est effectivement le jour clé qui fera dire que Pellerin a caché la vérité, qu'il n'a pas dit la vérité etc. Or qu'est-ce qui s'est passé le 30 avril ? Il y a un événement majeur c'est que le bureau de Nice m'avertit vers 17h, quelque chose de ce genre, 17h30, on vient d'avoir un coup de téléphone de notre correspondant à Monaco qui nous annonce qu'il y a un communiqué qui va sortir, il y a un chercheur qui a prélevé une certaine radioactivité dans la région et on dit dans une heure je vais passer le communiqué. OK, parfait, j'attends, je ne bouge pas et entre temps je téléphone au Pr. Pellerin en disant, voilà ce que je viens d'apprendre, on va donc avoir le communiqué. Vérifiez si vraiment vous n'avez rien noté.

- Ah mais éventuellement, écoutez, il y a quelque lessivage là-bas au large des côtes, c'est un lessivage par les pluies.

- Oui mais vous vous rendez compte, ce serait quand même embêtant parce qu'on a passé à 16 h ça. Moi je vais passer à 19 h, je ne sais pas à quelle heure le nuage a atteint enfin là-bas. Le nuage a atteint, c'est

pas Pellerin qui l'annonce, c'est Monaco un chercheur étranger.

- Oui, écoutez je vais voir »

La commentatrice : « il faudra attendre minuit pour que le Pr. Pellerin communique de façon tout aussi lapidaire l'information: Situation dans l'ensemble stationnaire. On note cependant sur certaines stations du sud-est une légère hausse de radioactivité non significative pour la santé publique. Les quotidiens ne paraissant pas le 1^{er} mai, l'information est publiée le 2 et passe inaperçue. Mais pourquoi ce délai de 6 heures ? Le Pr. Pellerin a refusé de répondre à nos questions. »

Serge Berg : « Pellerin, c'est vrai il ne communiquait pas ses informations, mais parce qu'il estimait qu'elles étaient dans les normes, donc comme un TGV arrive à l'heure, on ne déclenche pas l'alerte sur l'AFF ».

La commentatrice « Le jour suivant le Pr. Pellerin mentionne le passage du nuage radioactif, le 2 mai élévation de la radioactivité sur le territoire, mais là encore il insiste sur l'absence de conséquences sur la santé publique. »

Serge Berg : « La volonté à l'époque était en effet plutôt de rassurer. C'est vrai. C'est exact on a cherché plutôt à rassurer. Je ne crois pas que ça a été pour cacher la vérité. Je crois que c'était le premier accident dans une centrale nucléaire. C'était en effet de la part des responsables français une sorte d'espoir qu'il n'y ait pas de victimes, et notamment qu'il n'y en ait pas en France.

L'impact du visuel, la France miraculée par l'anticyclone des Açores. Le nuage arrêté aux frontières, c'est la vision donnée par les cartes publiées le 2 mai 1986 et qui viennent du SCPRI ! Le Pr. Pellerin s'est piégé tout seul.

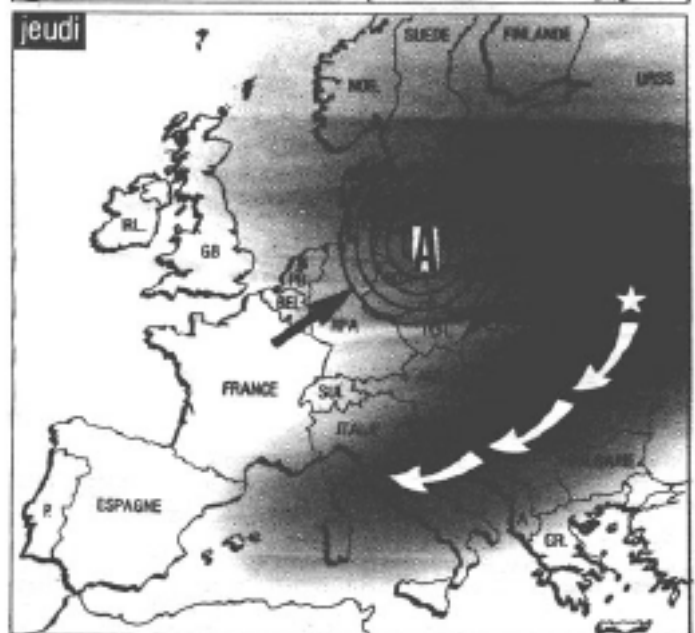
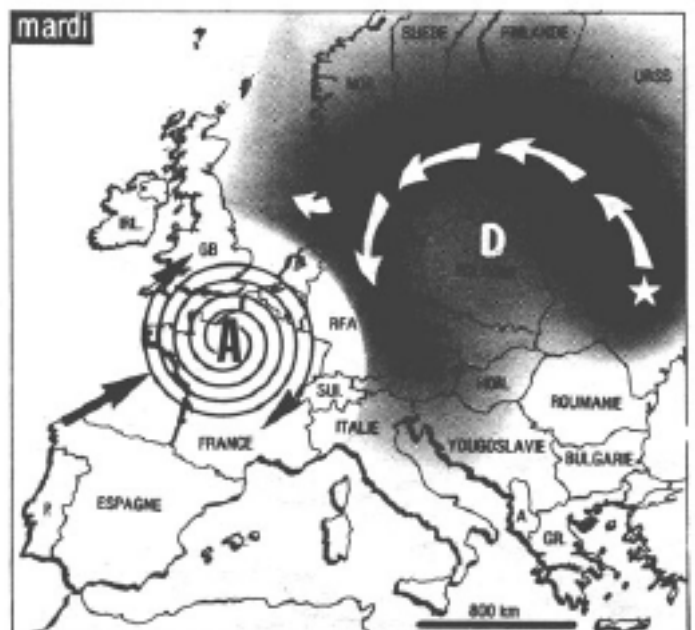
Le 29 avril le Pr. Pellerin indique qu'il n'y a rien au-dessus de la France, les vents ne sont pas dirigés vers nous, ils « *tourment dans le sens inverse des aiguilles d'une montre autour d'une dépression centrée sur l'Europe* » (interview de France-Inter).

Pour l'opinion publique, ce qui est fondateur de la croyance absolue selon laquelle le Pr. Pellerin aurait dit que le nuage s'est arrêté aux frontières, c'est la diffusion visuelle (télévision et presse) des cartes de l'évolution météo du 29 avril au 1^{er} mai avec le déplacement de l'anticyclone des Açores et la position du nuage radioactif en Europe. Ainsi, le 30 avril la télévision (Antenne 2) en présentant le régime des vents en France avec leur rotation contraire à celle des vents en Allemagne met un signe « **stop** » sur notre frontière. Voilà qui est net.

Mais ce sont **les cartes publiées par Libération le vendredi 2 mai** qui sont spectaculaires : sur la carte du mardi 29 avril on voit en gris le nuage arrivant sur nous par l'est de l'Europe, qui stationne à nos frontières en arc de cercle parfait, nuage qui, sur la carte du jeudi 1^{er} mai est repoussé par une grosse flèche noire en sens inverse venant de l'ouest figurant le déplacement de l'anticyclone. Il y a bien une traînée sur la Corse et légère sur le sud-est le 1^{er} mai mais tout suggère qu'il n'y a rien eu sur le reste de la

France entre le 29 avril et le 1^{er} mai et que le nuage est dès lors repoussé vers l'est.

Ces cartes sont mensongères, le 29 avril il y a déjà sur la France de la radioactivité venant de Tchernobyl (d'après le CEA) et la France aurait dû être en gris le 1^{er} mai d'après les informations du SCPRI même. Aucune indication n'a été fournie sur l'origine de ces cartes ni sur les mesures d'activité ayant permis d'établir les limites du nuage radioactif.



Depuis mardi, l'anticyclone des Açores (A) se déplace vers l'Est, repoussant la dépression (D). Par son système d'aspiration tourbillonnant, l'anticyclone déplaçait hier l'aérosol radioactif vers la France. Mais une perturbation sur l'Atlantique menaçait de renvoyer la nuée vers son « nid », en URSS.

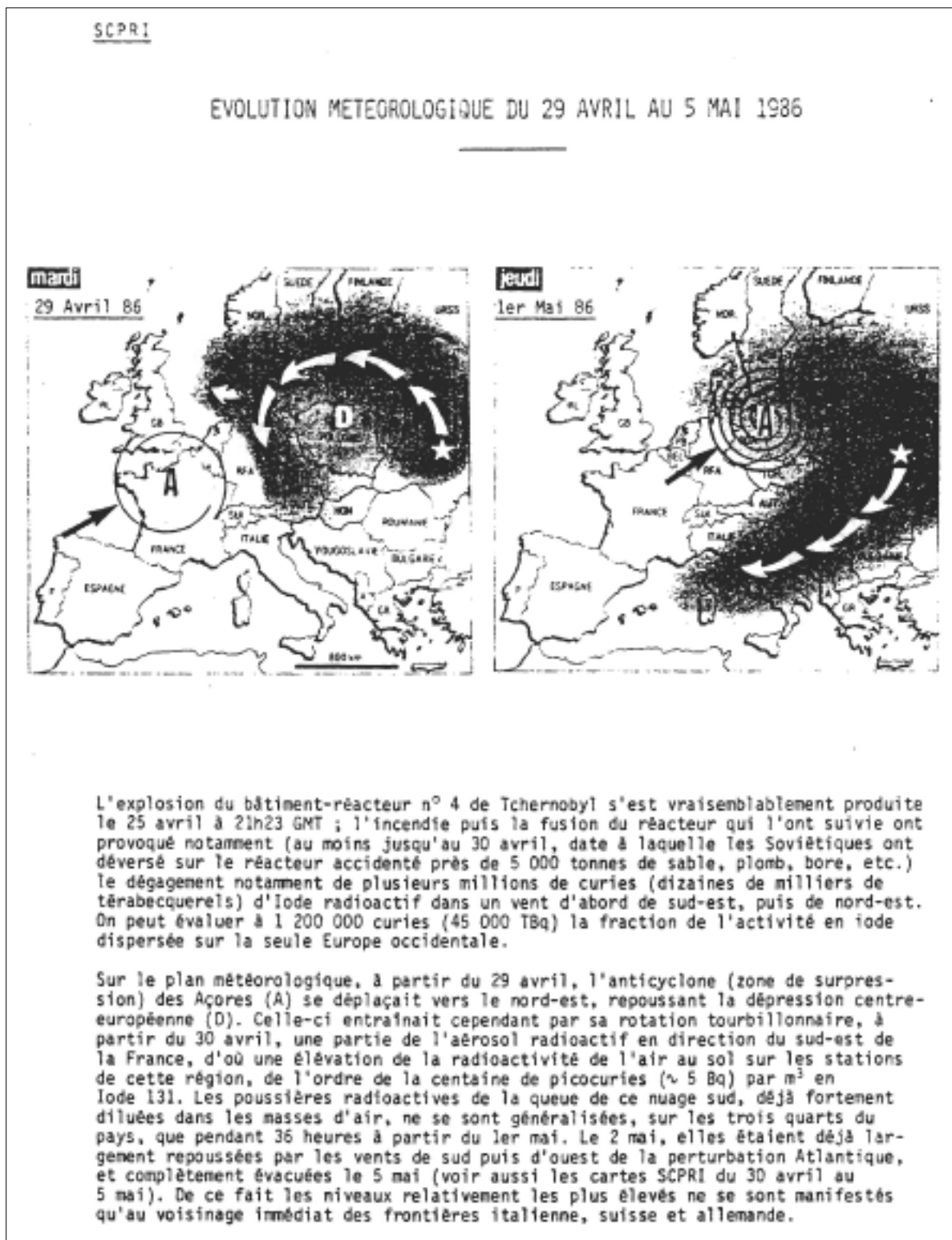
Même si le SCPRI n'admettait pas les données du CEA du 29 avril, il a lui-même indiqué le **30 avril à minuit** une légère augmentation de la radioactivité dans le sud-est, non significative pour la santé publique. Et le 1^{er} mai à minuit « *tendance pour l'ensemble des stations du territoire à un alignement de la radioactivité atmosphérique sur le niveau relevé le 30 avril sur le sud-est (...) sans aucune incidence sur l'hygiène publique* ».

Ainsi dans *Libération* du vendredi 2 mai on peut lire à la page 4, première colonne, « *la France doit une fière chandelle à l'anticyclone des Açores* » et plus loin « *Pierre Pellerin a annoncé hier que l'augmentation de la radioactivité était enregistrée sur l'ensemble du territoire, sans aucun danger pour la santé. Un avion d'Air France*

a relevé des traces radioactives à 20 km au nord de Montélimar hier à 13h15. Mais la légère hausse de la radioactivité décelée dans le sud-est n'est pas significative. Pas de panique donc ».

J'ai relu le *Libération* du vendredi 2 mai : les cartes agressent l'œil avec ce grisé mortifère en arc de cercle, hors de chez nous, alors que j'ai eu du mal à trouver les textes que j'ai cités plus haut.

Or ces cartes ont bel et bien été avalisées par le SCPRI puisque ces cartes seront redonnées sous sigle SCPRI dans un communiqué du 2 juin sous le titre : « **EVOLUTION METEOROLOGIQUE DU 29 AVRIL AU 5 MAI 1986** ». (Comparer avec les cartes de *Libération* publiées le 2 mai 1986)



Question : pourquoi le SCPRI a-t-il fourni des cartes mensongères qui ont amoindri, voire annulé, l'impact des textes donnés en même temps indiquant que oui, il y avait de la radioactivité sur la France le 1^{er} mai ? Pourquoi les redonner le 2 juin avec un texte sur l'évolution météorologique du 29 avril au 5 mai avec l'évolution de la contamination sur la France qui les contredit ?

Le système de surveillance mis en place par le Pr. Pellerin ne permettait pas de suivi en temps réel.

Lors de mon témoignage au cours du procès le 3 novembre 1999 de Pierre Pellerin contre Michèle Rivasi et Hélène Crié accusées de diffamation [1] [2], le Pr. Pellerin a réagi violemment deux fois :

- la première lorsque j'ai dit que le CEA avait détecté la radioactivité **dès le 29 avril**, et comme je présentais les courbes de concentration atmosphérique à la présidente du jury [qui les avait demandées] il s'est précipité vers la table ainsi que son avocat et, au vu des relevés des centres CEA de Marcoule et Verdun où l'activité atmosphérique comprend en particulier des radioéléments **absents normalement** tels que iode 131, 132, tellure 132, etc. dont l'évolution est suivie par spectrométrie dès le 29 avril, il s'est écrié « *ils se sont trompés* ». (Voir les figures de Marcoule et Verdun). Il ne se fie qu'à ses propres stations ?

[Pourtant le rapport de l'Institut de Protection et sûreté Nucléaire IPSN 2/86 (révision 3), précise « *Tout au long*

du déroulement de l'accident, nous avons échangé les résultats des mesures pratiquées au CEA avec Monsieur le Professeur Pellerin, Directeur du SCPRI qui nous a fourni les données permettant de valider nos modèles et nous tenons à l'en remercier »].

- La deuxième fois, lorsque après avoir indiqué que selon le Pr. Pellerin les synthèses qu'il a fournies dans un premier temps ne contenaient pas de données chiffrées car il a préféré donner des conclusions pratiques indiquant que la situation ne nécessitait pas de protection particulière, il a ainsi laissé croire qu'il disposait d'informations en temps réel.

Et là se passe un accrochage avec le Pr. Pellerin lorsque je dis : En effet les bulletins mensuels du SCPRI indiquent explicitement qu'en ce qui concerne le système qu'il a mis en place de surveillance quotidienne du territoire par la mesure de l'activité bêta totale des poussières atmosphériques au niveau du sol où « **les mesures sont effectuées 5 jours après la fin des prélèvements** » ce qui ne permettait pas de suivre l'évolution de la radioactivité en temps réel. A l'exception du Vésinet toutes les stations SCPRI étaient des stations de prélèvement. Qui dit prélèvement dit analyse après, mais analyses faites au Vésinet, d'où le délai. En ne révélant pas ce détail - qu'il connaissait bien puisque c'est lui qui avait conçu l'ensemble de ce système le Pr. Pellerin a menti.

Le Pr. Pellerin réagit violemment en indiquant qu'existent 17 stations de mesure en temps réel dans des aéroports

CONCENTRATION ATMOSPHERIQUE

MARCOULE

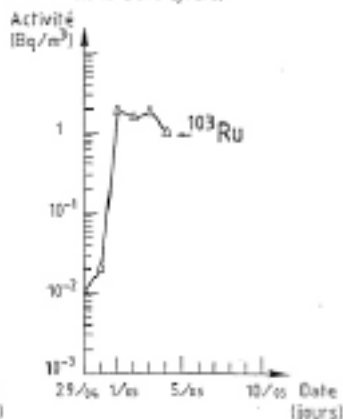
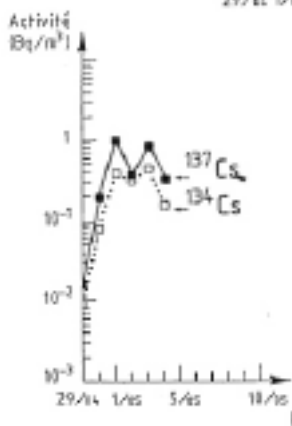
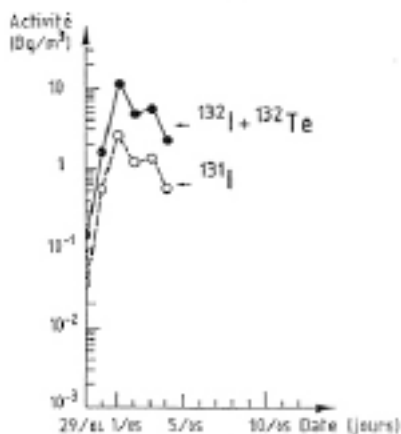


FIGURE 7-10

CONCENTRATION ATMOSPHERIQUE

VERDUN

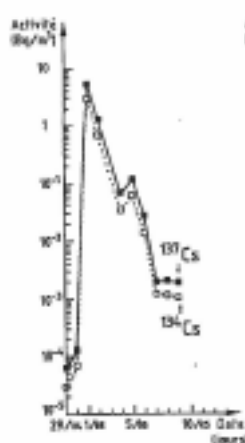
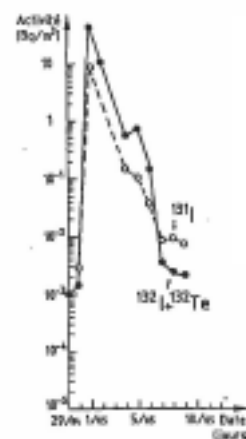


FIGURE 7-8

équipés d'appareils de mesure avec des filtres déroulants qui permettent de mesurer l'activité bêta totale, que si ça dépassait une certaine valeur un bout de filtre était découpé pour être analysé. [Là j'ai été surprise car je n'ai pas repéré ces stations dans les bulletins SCPRI]

- Mais ces filtres sont analysés où ? au Vésinet ?

Il a admis, du bout des lèvres, mais il l'a admis, qu'il y avait le délai d'acheminement au Vésinet pour faire la mesure.

Depuis, j'ai appris qu'il y avait collaboration avec la météorologie nationale, qu'il n'y en avait pas 17 de ces stations mais beaucoup moins, que s'il n'y avait pas eu Tchernobyl il était question de les supprimer et qu'au moment de Tchernobyl un certain nombre étaient en panne. D'après les bulletins SCPRI il y a 11 sites en collaboration avec la météorologie nationale donc au maximum 11 sites possibles mais lesquels avaient des appareils à filtres déroulants et qui marchaient ?

Dans l'article du Pr. Galle [3] il y a effectivement des appareils à filtres déroulants qui sont cités mais dans

5 sites seulement. En plus du Vésinet 4 sites dans des stations météorologiques d'aéroports, Nice, Cherbourg, Tours, Lille. D'après P. Galle c'est l'aéroport de Nice qui téléphone au Vésinet à 18 h le 30 avril pour signaler l'élévation de radioactivité. Apparemment quand le Pr. Galle indique que 1 h après Monaco, Nice signale l'augmentation de l'activité atmosphérique **il ignore la façon dont Serge Berg a informé le Pr. Pellerin...**

Le Pr. Galle ignore également les mesures faites par le CEA qui a détecté la radioactivité le 29 avril.

Question : est-ce que ces 5 sites sont suffisants pour couvrir toute la France !

Un témoignage d'un agent du SCPRI recueilli par Jean-Philippe Desbordes [4] à propos de ces appareils de prélèvement (dont 5 seulement étaient en état de marche, mais outre Le Vésinet ce sont ceux de Lille, Tours, Bourges et Nice qui sont cités) :

« (...) A noter que le 1^{er} mai 1986 à 15 heures nous n'avions aucune mesure objective de l'événement [de Tchernobyl]. J'ai téléphoné au chef de station de Nice de glisser dans la poche d'un steward d'Air Inter le prélèvement du 30 avril au 1^{er} mai. Le filtre a été récupéré directement en cabine à l'arrivée de l'avion à Orly. A 18 heures nous avons constaté la présence notamment d'iode 131 et de césium 137.

L'accident avait montré la nécessité de revoir le réseau de détection (...). [souligné par moi]

- Lorsque les mesures du **mois d'avril 1986** de la contamination atmosphérique des poussières effectuées 5 jours après le

prélèvement (ce délai tient compte de la décroissance de la teneur en descendants solides radioactifs du radon toujours présent dans l'atmosphère et du délai d'acheminement des prélèvements au Vésinet) seront données dans le bulletin SCPRI d'avril 1986 paru beaucoup plus tard, R. Belbéoch constate que **fin avril l'activité atmosphérique de certains sites avait été multipliée par un facteur 100 à 1000 par rapport à l'activité maximale quotidienne relevée entre le 1^{er} et le 22 avril.** C'est le cas de 17 stations de prélèvement dont l'activité est supérieure à 0,1 Bq/m³ (le seuil de mesure est 0,001 Bq/m³), non seulement Nice, mais Cadarache, 6 sites de la vallée du Rhône entre Montfaucon et Cruas, puis St Alban, Le Bugey, Creys-Malville, Prévessin (près du lac de Genève), Méaudre (près de Grenoble), Lodève, Bellenaves (au nord de Clermont-Ferrand), Fessenheim en Alsace et Ajaccio en Corse. Non seulement l'est, le sud-est et la Corse sont concernés mais il y a aussi l'Hérault et le département de la Loire. (Voir la carte de contamination atmosphérique). Deux sites ont une activité bêta totale dépassant 4 Bq/m³, Nice et Prévessin.

**Poussières atmosphériques-Air au niveau du sol
Activité bêta totale (Bq/m³)**



○ Sites ayant une activité maximale des poussières atmosphériques plus de 100 à 1000 fois supérieure à l'activité habituelle, à la fin du mois d'avril. Pour ces sites l'activité est supérieure à 0,1 Bq/m³. (Le bulletin ne permet pas de savoir s'il s'agit du 29 ou du 30 avril mais il s'agit du 30 avril, tous ces sites auront une activité en mai plus élevée dès le 1^{er} mai).
Seuil de mesure : 0,001 Bq/m³

D'après le bulletin SCPRI d'avril 1986

Lorsque au cours du procès j'ai parlé de cette contamination étendue, non limitée à la zone de Nice, la présidente a voulu me faire préciser s'il s'agissait du 29 ou du 30 avril. J'ai dit : le bulletin SCPRI d'avril ne permet pas de le savoir mais c'est vraisemblablement le 30 avril ? [puisque l'activité sera encore augmentée le 1^{er} mai comme l'indiquera le bulletin du mois de mai publié en août 1986.]

On peut se poser une autre question : sur quelle base de données réelles ont été élaborées les cartes de l'évolution de la radioactivité de l'air du 30 avril au 5 mai 1986 montrées à la télévision le 10 mai 1986 ? [Voir ci-contre.] Rappelons que c'est cette émission avec le Pr. Pellerin et Monique Sené, Présidente du GSIEN, qui a fait basculer l'opinion et les médias.

La carte du 30 avril montre une petite bande bordant la frontière italienne avec une activité de l'air entre 0,4 et 8 Bq/m³. Or si cette bande contient Nice (4 Bq/m³) et Prévessin (4,8 Bq/m³) elle ignore 4 sites nucléaires de la vallée du Rhône à plus de 0,4 Bq/m³ (et Fessenheim, Bellenaves dépassent 0,3 Bq/m³).

Absence de réseau de mesures des débits de doses. Aucune mesure de débit de dose venant de France lors de la réunion de l'OMS à Copenhague (rapport du 6 mai 1986, CHERNOBYL REACTOR ACCIDENT. REPORT OF A CONSULTATION. PROVISIONAL).

Deux experts français assistent à cette réunion de l'OMS, le Dr. Nénot du CEA et le Pr. Chanteur, du SCPRI représentant le Pr. Pellerin.

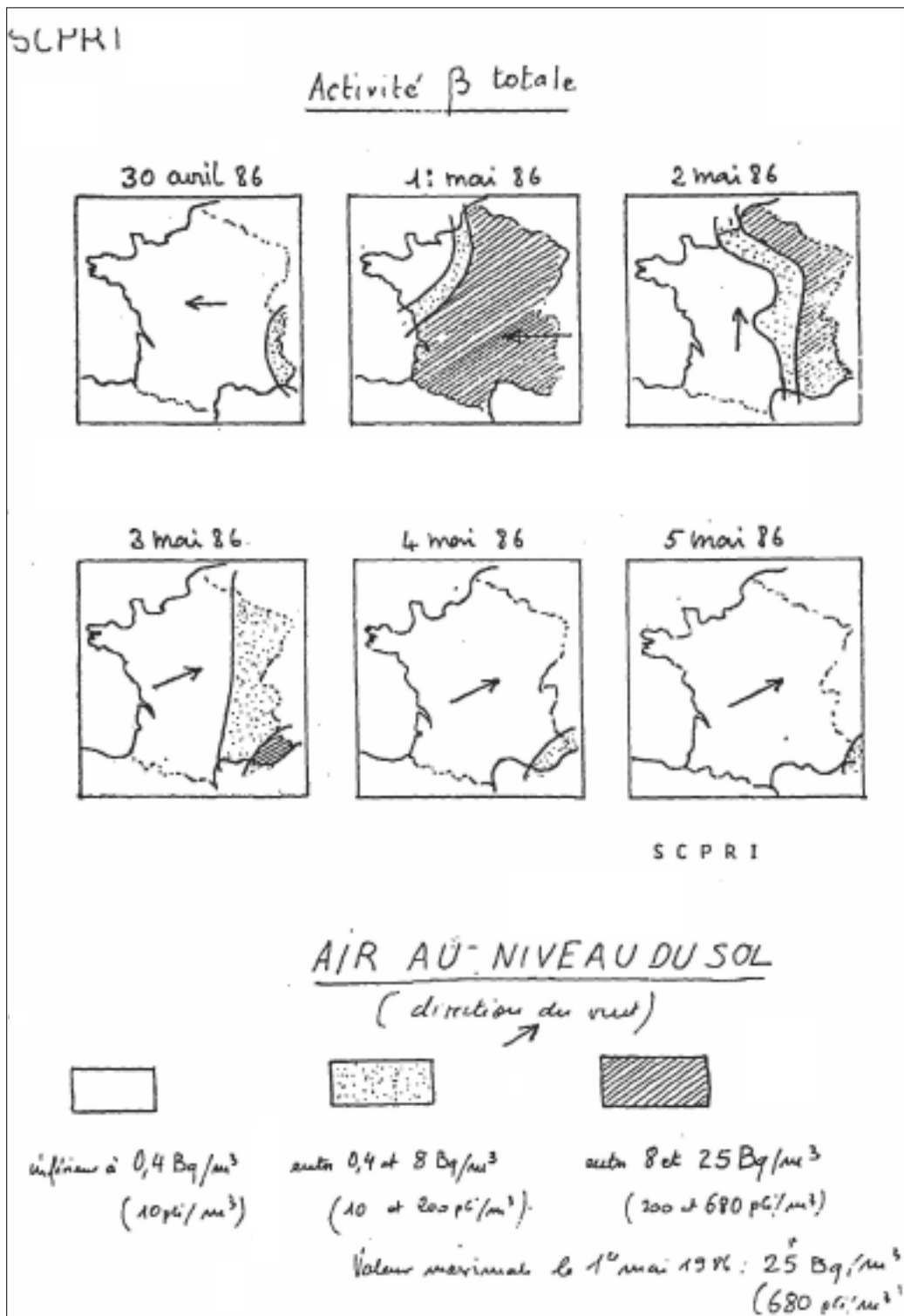
Sur la carte des débits de dose relevés en Europe dès le début de la crise on trouve pour la France le mot « low » (faible). Aucune donnée numérique alors que les autres pays indiquent une fourchette de valeurs de l'élévation du débit de dose en micro-rads par heure par rapport au rayonnement naturel. Par exemple le Royaume-Uni donne une fourchette d'élévation 1 - 50, la Hongrie 24 - 43 etc.

Le rapport OMS indique (p.22) « Quelques pays ont indiqué qu'aucune contamination n'a été trouvée ou seulement insignifiante, e.g. Islande, France, Portugal

et Espagne - pays où aucune contamination significative ne serait attendue sur la base des informations météorologiques ».

A signaler qu'une seule valeur sera connue du public le 2 mai et redonnée le 4 mai : « 60 microrad/heure enregistrée dans le sud-est alors que le débit de dose moyen en France est de 15 microrads ».

Admirons la précision : « le sud-est » et soulignons l'absurdité de la comparaison avec le débit de dose moyen en France. Ce qui est important c'est la variation en un même lieu, avec le département faute de mieux. S'il s'agit de Nice, le débit de dose en temps normal n'est pas de 15 microrad/h mais de 8,3 pour le département des Alpes Maritimes, une élévation de plus de 50 microrad/h.



Le Pr. Pellerin n'avait pas institué de réseau de mesures de débits de dose en continu pour surveiller la radioactivité du territoire. C'est une preuve d'incompétence.

LE MINIMUM, POUR SURVEILLER LA RADIOACTIVITÉ DU TERRITOIRE, C'EST D'AVOIR DES MESURES EN CONTINU DES DÉBITS DE DOSE ET EN NOMBRE SUFFISANT. C'EST BIEN POUR PALLIER CETTE CARENCE QUE LE SYSTÈME TÉLÉRAY A ÉTÉ INSTALLÉ DEPUIS.

Le SCPRI ignore l'existence de la Corse. Incompétence et rétention d'information

Alors que la radioactivité a atteint la Corse dès le 29 avril pour le CEA et sûrement le 1^{er} mai d'après les cartes SCPRI il n'y aura aucune donnée sur la Corse dans le bulletin SCPRI du mois de mai 1986. Ni analyses sur les avions reliant la Corse et le continent, ni mesures de lait, rien. Pas de valeur pour le lait en Corse sur la carte des laits du 7 mai

J'ai demandé publiquement, au nom du GSIEN, la démission du Pr. Pellerin le 15 mai 1987 à Créteil* :

Dans un bulletin en date du 2 juin 1986, le Pr. Pellerin a publié 2 cartes relatives à « l'évolution météorologique du 29 avril au 5 mai 1986 ». Sur la carte du 1^{er} mai 1986 la queue du nuage radioactif a dépassé la Corse qui a donc été sous le nuage fin avril-début mai. De deux choses l'une: ou le Pr. Pellerin avait connaissance de l'évolution météorologique dès le 1^{er} mai et n'a pas jugé utile de prendre des mesures sanitaires analogues à celles des pays voisins en particulier l'Italie, ni de mettre en place un système de surveillance en Corse, ou le Pr. Pellerin n'avait pas connaissance au 1^{er} mai de cette évolution. **Dans les deux cas il y a incompétence.**

Bien que la radioactivité ait été détectée en Corse à Ajaccio avant le 1^{er} mai, les premières mesures de contamination relatives au lait en Corse, rapportées dans les Tableaux mensuels de mesures de juin du spécial Tchernobyl 1^{ère} partie publié plus tard, ont été effectuées le 12 mai 1986 sur du lait de brebis et donnaient 4400 Bq/litre en iode 131, 160 Bq/l en césium 134 et 410 en Cs137. Ces mesures ont été faites en « Haute Corse » sans autre précision. D'après une lettre adressée par M. Cogné, Directeur de l'Institut de Protection et Sûreté Nucléaire le 8/12/86 au Dr Denis Fauconnier à Costa, Corse, la concentration initiale début mai en iode 131 aurait été de 15 000 Bq/l. Rappelons que les Recommandations de la Commission des Communautés européennes aux états membres étaient pour le lait et les produits laitiers respectivement de 500 Bq/l, 250 et 125 Bq/l les 6 mai, 16 mai et 26 mai. Dans son communiqué du 5 mai 1986 le Pr Pellerin fixait sa limite en iode 131 « pour différer la distribution de lait frais à 100 000 picocuries/litre » soit 3700 Bq/l. Cette limite a largement été dépassée en Corse. Aucune consigne n'a été donnée aux femmes enceintes et aux jeunes enfants de ne pas boire de lait frais, ne

pas manger de fromage frais. En Corse le mois de mai est la période de l'année où se prépare le fromage frais. En un seul jour un enfant corse a pu ingérer la moitié de la limite d'incorporation d'iode 131 d'un adulte et près de cinq fois la limite admissible pour les enfants de 1 an en République Fédérale Allemande et en Grande-Bretagne.

Après les résultats des 12 et 13 mai montrant une contamination très élevée du lait, aucun suivi particulier n'a été effectué en Corse.

Signalons que les Corses n'ont appris qu'au mois de septembre que leurs enfants avaient bu du lait très contaminé.

Les niveaux de contamination en iode 131 des laits au 7 mai, donnés à la télévision le 10 mai par le Pr.Pellerin. Des lacunes et/ou des mensonges ?

- Le délai entre la date de prélèvement et la mesure n'est pas précisé.

- Des valeurs ont été données pour les laits de vache de toutes les régions (sauf la Corse). Il y avait une valeur pour la région PACA. Or, sur le bulletin de mai-juin du SCPRI publié plus tard où figurent les résultats pour la 1^{ère} semaine de mai, la région PACA et la Corse se distinguent de toutes les autres régions françaises par l'indication : **prélèvements non parvenus** ! (voir page 9) D'après le SCPRI c'est le sud-est, et la Corse d'après les cartes météo, qui ont été touchés en premier et il n'y a pas eu de résultats d'analyse ! A quoi correspondait donc la valeur indiquée sur la carte présentée à la télé le 10 mai pour la région PACA ? Cette contradiction est pour le moins étonnante.

- Les chiffres donnés le 10 mai correspondaient à 110 laits de coopérative pour toute la France. Chaque lait de coopérative correspond à un mélange de laits. Pour chaque région un seul chiffre, la contamination moyenne en iode 131. Moyennés sur combien de laits de coopératives avec quels niveaux de contamination chacun ? On ignorera à quelle proportion de la consommation par région correspondent ces laits. Dans une même région il peut y avoir des zones touchées par la radioactivité et des zones épargnées. Pour les consommateurs de lait, qu'ils boivent du lait de coopérative ou du lait local, la moyenne n'a strictement aucun intérêt, ce qui compte c'est le lait qu'ils boivent, eux.

- Dans ce même bulletin de mai-juin déjà cité, outre une valeur moyenne de contamination du lait par région pour la 1^{ère} semaine de mai (et différente de celle donnée le 10 mai) figure cette fois une valeur maximum de contamination en iode 131. Pour la région Rhône-Alpes elle est de 630 Bq/l et aurait dû être interdite à la consommation si on avait appliqué en France les normes européennes.

- C'est la valeur de 360 Bq/l au 7 mai 1986 figurant sur cette 1^{ère} carte présentée à la télé le 10 mai qui sera communiquée à la Commission des Communautés Européennes comme représentant le maximum relevé en France. Ceci est manifestement faux d'après des analyses de laits de vache provenant des Vosges [voir la contamination du lait à Vioménil page 11], Ardennes, Haute-Saône, Moselle, du site nucléaire du Bugey figu-

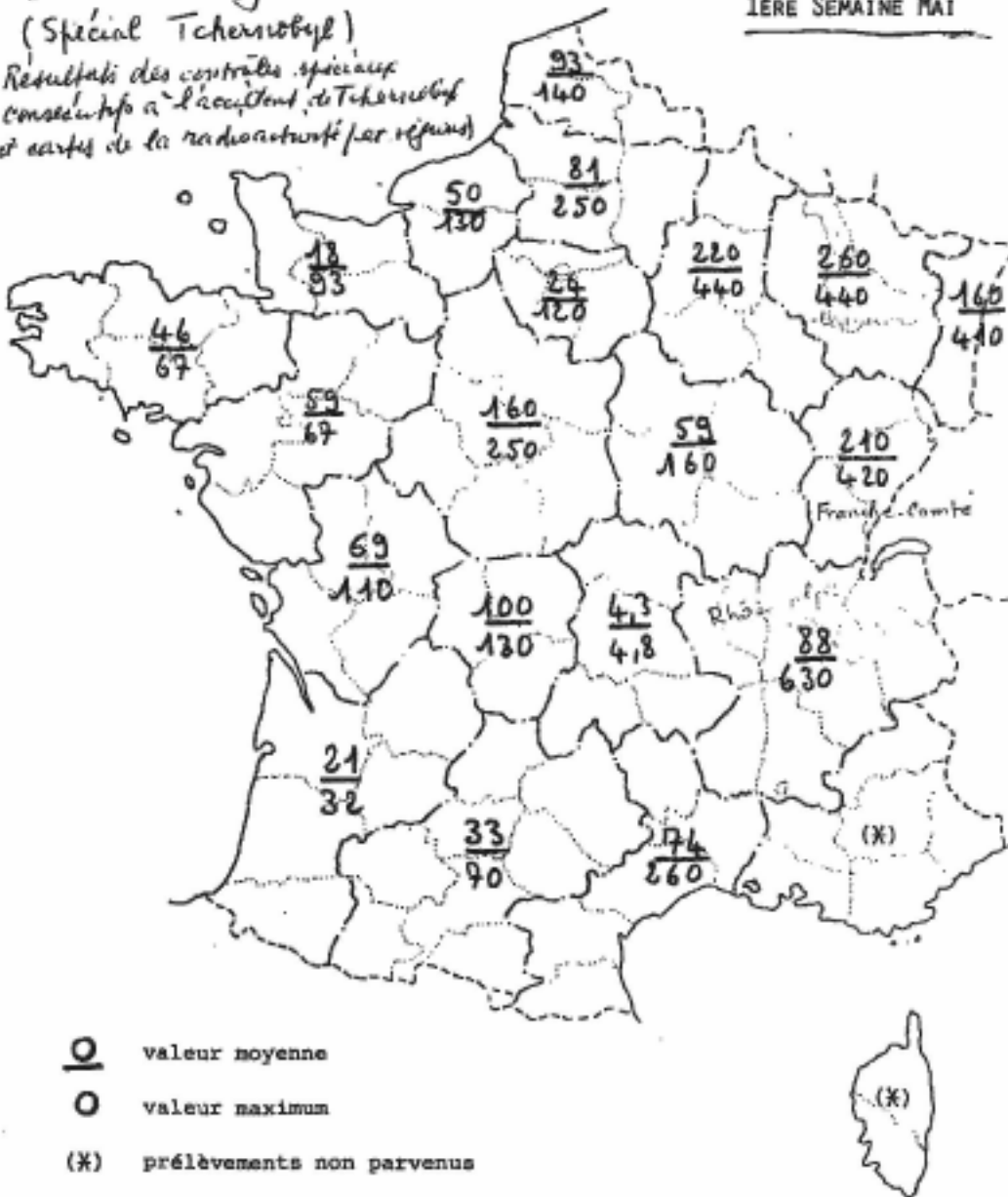
131 IODE DANS LE LAIT

(Bq/l)

1ÈRE SEMAINE MAI

Bulletin mai-juin 1986
(Spécial Tchernobyl)

Résultats des contrôles spéciaux consécutifs à l'accident de Tchernobyl et cartes de la radioactivité (par régions)



contamination maximale du lait en France après Tchernobyl a été de 400 Bq/l. On est loin des 4400 Bq/l au 12 mai en Haute-Corse correspondant à combien de becquerels début mai ?

Enfin, que veut dire pour le Pr. Pellerin l'expression « problème significatif pour la santé » ou « problème significatif pour l'hygiène publique » ? Le rapport de l'OMS du 6 mai 1986.

Il le précise le 2 mai puis le 4 mai dans un communiqué SCPRI à diffuser auprès des autorités sanitaires, des médecins, des pharmaciens et du public :

« L'élévation relative de la radioactivité relevée sur le territoire français à la suite de cet accident est très largement inférieure aux limites recommandées par la CIPR et aux limites réglementaires françaises, elles-mêmes fixées avec des marges de sécurité considérables. Il faudrait imaginer des élévations **dix mille ou cent mille fois plus importantes** pour que commencent à se poser des problèmes significatifs d'hygiène publique ».

Remarquons qu'à cette date on ignore pendant combien de temps vont durer les rejets du réacteur accidenté.

rant sur les bulletins de mai et juin du SCPRI publiés ultérieurement et encore plus faux si l'on considère des laits de brebis de l'Hérault (1700 Bq/l au 9 mai) et de Haute Corse (4400Bq/l au 12 mai). Or, le Pr. Pellerin et le Pr. Chanteur, son collaborateur, font partie du groupe d'experts au titre de l'article 31 du traité Euratom, et ce groupe a été chargé par la Commission des Communautés européennes d'étudier les conséquences de l'accident de Tchernobyl. Les renseignements qu'ils ont fournis sont mensongers.

- Dans le 1^{er} bilan de synthèse publié le 8 mai le SCPRI indiquait comme contamination en iode 131 du lait une valeur de 12 picocuries par litre soit 440 Becquerels par litre relevée le 5 mai. Dans un ouvrage de vulgarisation *Radiobiologie, Radioprotection* de la Collection *Que sais-je ?* tant prisé des lycéens et étudiants le Pr. Maurice Tubiana et le Dr Michel Bertin affirmeront que la

Les seuls chiffres fournis par le SCPRI au 4 mai sont une valeur de contamination atmosphérique en iode 131 et un débit de dose **maximum** de 60 microrad par heure. **100 000 fois ce débit de dose ?** Un séjour d'une vingtaine d'heures à un tel débit de dose et qui ne semble pas effrayer le Pr. Pellerin est bien au-delà de ce qui est considéré comme acceptable en radioprotection car on entre alors dans le domaine des effets biologiques des fortes doses de rayonnement (appelés effets déterministes) dont la gravité dépend des doses reçues avec des effets aigus (vomissements, maladie des rayons, brûlures, cataracte etc.) C'est plus élevé que le débit de dose relevé dans les rues de Pripyat lorsque les autorités soviétiques ont décidé l'évacuation des habitants car ils craignaient que si on les laissait sur place ils ne subissent des doses de rayonnement pouvant déclencher des effets aigus. Or, et l'OMS dans le

compte-rendu du 6 mai 1986 de sa réunion d'experts tenue à Copenhague (disponible sur: http://infonuclaire.info/who_report_6_may_86.pdf) le précise à la page 25, les effets déterministes sont exclus en dehors de l'URSS :

« En dehors d'URSS les effets biologiques à considérer sont de nature stochastique [non déterministes] pour lesquels on suppose qu'il n'y a pas de seuil de dose, tels que les cancers et les effets génétiques. Dans une approche de précaution les retards mentaux des fœtus irradiés sont aussi considérés comme basés sur une hypothèse sans seuil. »

Puis les principes de base de la radioprotection sont rappelés. Selon l'OMS [et la Commission Internationale de Protection Radiologique, CIPR] il s'agit d'éviter autant que possible les effets biologiques de faibles doses de rayonnement, « la probabilité d'apparition de ces effets stochastiques pour un individu donné est considérée comme étant proportionnelle à la dose cumulée due à l'accident aussi faible soit-elle ». Les mesures doivent être justifiées (ne pas créer un risque supérieur au risque évité), optimisées : prendre des mesures « afin de réduire les doses d'exposition aussi bas qu'il est raisonnablement possible par des contre-mesures dont on espère qu'elles se traduiront par un bénéfice pour les personnes exposées. (...) Ceci veut dire que de très simples précautions pourraient être conseillées même si la dose évitée est faible. »

Il y a une **interprétation mensongère** du rapport de l'OMS du 6 mai 1986 lorsque le Pr. Pellerin indique le 10 mai, lorsqu'il commente la carte de la radioactivité des laits français au 7 mai, « (...) il y a lieu de souligner que l'organisation mondiale de la santé et l'OCDE ont officiellement confirmé qu'il n'y avait à prendre aucune contre-mesure en Europe ». Je ne connais pas le rapport de l'OCDE par contre celui de l'OMS rappelle dans ses conclusions p. 34 :

« Toutes les mesures nécessaires de contrôle effectuées loin du lieu de l'accident visent à diminuer les doses d'irradiation autant que raisonnablement possible ». L'OMS fait ensuite la distinction entre laits provenant de mélanges et laits à consommation locale en ajoutant : « D'un autre côté, de fortes pluies ayant coïncidé avec le passage du nuage radioactif ont occasionné localement des dépôts élevés d'iode 131 et il peut donc se retrouver des concentrations élevées en iode 131 dans le lait brut de certaines fermes. Des restrictions de consommation immédiate de tels laits peuvent encore être justifiées sur la base de niveaux d'action au plan national comme le niveau des 2000 Bq/l adopté dans certains pays comme guide au-dessus duquel des restrictions doivent être considérées. »

(Et dire que des enfants corses ont continué à boire du lait de brebis contaminé à 4400 Bq/l au 12 mai et qui devait faire 15000 Bq/l début mai d'après M. Cogné directeur de l'IPSN !)

Et le rapport poursuit : « **Des actions simples telles que laver les légumes frais, ne pas utiliser l'eau de pluie comme eau de boisson** sont des actions qui sont toujours à conseiller afin d'éviter des expositions inutiles** ».

Le Pr. Pellerin avait délégué un de ses collaborateurs à Copenhague, le Pr. Chanteur. On peut vraiment se demander comment il interprète les textes.

[Le Pr. Pellerin n'a pas bronché lorsque j'ai cité les extraits du rapport OMS.]

En réalité le fond du problème est que le Pr. Pellerin, responsable de la radioprotection en France, n'intègre pas dans ses concepts de radioprotection l'existence des effets stochastiques, cancers, effets génétiques liés aux faibles doses d'irradiation, (effets dont tient compte l'OMS) et donc n'applique pas les recommandations de protection du public qui en découlent.

Ajoutons que si Roger Belbéoch a analysé les données d'avril 1986 et montré que l'augmentation d'activité atmosphérique était décelable en France avant le 1er mai (voir la carte page 6) la CRIIRAD a analysé les données SCPRI des activités surfaciques des 7 et 15 mai 1986 rendues publiques par le professeur Pellerin et a démontré l'incohérence de ces cartes de contamination. Corinne Castanier en a fait la démonstration lors de son exposé du 25 avril 2006. (Voir l'Alas des contaminations, André Paris/CRIIRAD, disponible à la CRIIRAD, 28 euros).

Références et notes

[1] La Gazette Nucléaire 207/208, juillet 2003

[2] Michèle Rivasi et Hélène Crié « Ce nucléaire qu'on nous cache » Ed. Albin Michel

En particulier le Chapitre « Le nuage refuse d'aller en France ».

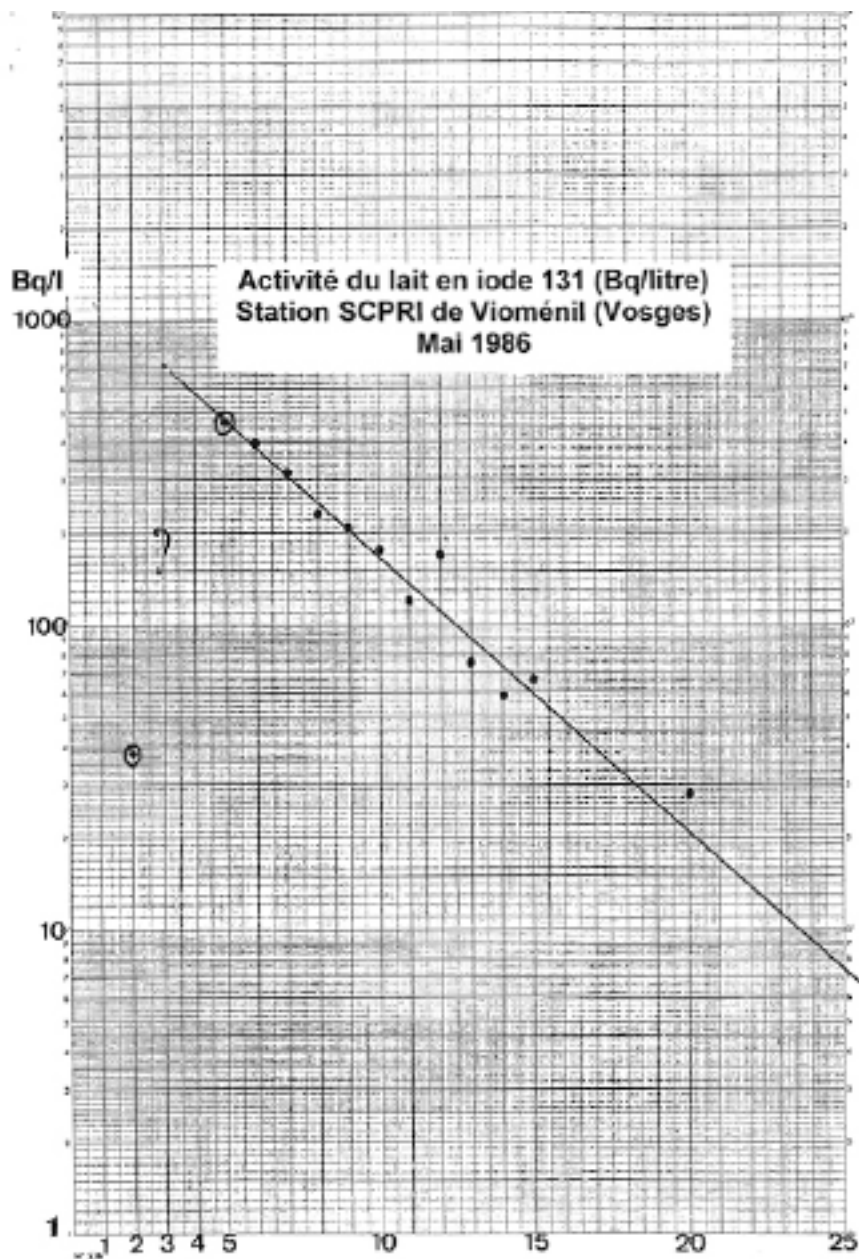
[3] Pierre Galle, Raymond Paulin, Jean Coursaget « Données météorologiques et évaluation des risques en France lors de l'accident de Tchernobyl (26 avril 1986). Mise au point historique.

C.R. Biologies 326 (2003) 699-715

[4] Jean-Philippe Desbordes, Atomic Park . A la recherche des victimes du nucléaire, Ed. Actes Sud, 2006

*C'est le même Pr. Galle qui m'avait autorisée à faire

une intervention lors du Colloque de la société française de radioprotection et de la société française de biophysique (Créteil 15 mai 1987) et j'ai demandé, au nom du GSIEN, la démission de P. Pellerin pour son incapacité à gérer la crise et qu'une commission d'enquête établisse les responsabilités des organismes sanitaires et administratifs dans la déplorable gestion de la crise et ce, à tous les niveaux, depuis le Ministre de la santé jusqu'aux autorités sanitaires et préfectorales locales. (J'avais prévenu que je ne serai pas « gentille ») Apparemment je ne l'ai pas convaincu, ni la salle qui m'a huée mais le Dr Bertin du comité médical à EDF qui présidait la séance m'a laissé finir mon exposé.



La contamination du lait à Vioménil (Vosges).

Très peu d'analyses ont été effectuées par le SCPRI pendant le week-end du 1^{er} mai. En exemple, la courbe de variation de l'activité du lait de vache en iode 131 pendant les 25 premiers jours de mai 1986 établie par R. Belbéoch à partir des données SCPRI pour la station de Vioménil (Vosges). Elle montre un « trou » pour les 3 et 4 mai lors de la montée de la contamination. On ignore donc quelle a été l'activité maximale. Elle a pu dépasser 700 Bq/litre, bien au-delà des 460 Bq/litre mesurés le 5 mai.

(Voir sur : http://infonucleaire.info/13_donnees_lorraine.pdf)

**L'eau de pluie était contaminée en bêta total à 920 Bq/l à Vioménil (Vosges) entre le 1^{er} et 11 mai, 2100 Bq/l à Méaudre (près de Grenoble) 1100 Bq/l (dont 1000 Bq/l en iode 131) à Bellenaves (Loire), 4000 Bq/l (en iode 131) à Cadarache entre le 1^{er} et 7 mai, en bêta total 4000 à Cruas entre le 1^{er} et le 2 mai puis 2200 entre le 3 et le 4 mai puis 910 Bq/l entre le 5 et le 7 mai, 1100 Bq/l à Codolet (Marcoule) du 1^{er} au 4 mai, 1200 Bq/l à Fessenheim entre le 1^{er} et 6 mai. Aucune consigne n'a été donnée de ne pas consommer l'eau de pluie. Tant pis pour ceux qui ont des citernes.

- Dans le dossier de presse figuraient les articles de R. et B. Belbéoch publiés dans la Gazette Nucléaire 78/79, 84/85, 88/89, 157/158. A voir sur :

<http://resosol.org/Gazette.html>

- Cartes de la radioactivité diffusées le 10 mai 1986, à voir sur : http://infonucleaire.info/10_mai.pdf

- Carte de la radioactivité sur le territoire français au 15 mai 1986 (SCPRI) à voir sur :

http://infonucleaire.info/12_carte_radio_15_mai.pdf

- Le rapport OMS du 6 mai 1986, à voir sur :

http://infonucleaire.info/who_report.pdf

Extraits AFP

Paris 2 mai FRA / AFP - RMO3

URSS-Nucléaire-médecine

Après l'accident de Tchernobyl :

- aucune raison de mettre en oeuvre des mesures sanitaires spéciales en France, selon le Pr. Pellerin

- Inutile de prendre des pastilles d'iode

[voir article du Quotidien de Paris page 13.]

Paris 10 mai (AFP) 21 h07

Le Pr. Pellerin indique que « l'on peut distinguer en gros 3 bandes parallèles Nord-Sud : la première à l'ouest avec relativement les activités (NDLR le taux de radioactivité) les plus faibles, la deuxième centrale avec des activités en général moyennes et la troisième à l'est avec des activités relativement plus élevées ».

Le directeur du SCPRI souligne « la plus élevée de ces activités n'est que de 360 becquerels par litre, donc encore six fois inférieure au niveau de suspension de la distribution arbitrairement préconisée par certains pays de l'Est ». Il ajoute que selon l'OMS et l'OCDE, « il n'y avait à prendre aucune contre-mesure en Europe ». (...)

Installations nucléaires et protection de l'environnement ⁽¹⁾

par P. PELLERIN (2) et J.P. MORONI (3)

ANNALES DES MERS — JANVIER 1974

Il est classique d'invoquer, comme cause de cette inquiétude du public, la confusion entre énergie nucléaire et explosifs nucléaires d'une part, et la crainte des effets génétiques d'autre part (pour lesquels il serait d'ailleurs erroné de prétendre qu'ils constituent une exclusivité de la pollution radioactive).

Pour pouvoir mettre un terme à cette situation paradoxale, il faut, d'abord en analyser les causes de manière beaucoup plus approfondie. C'est ce qui avait d'ailleurs été fait, dès 1958, dans le rapport n° 151 de l'O.M.S. [4], intitulé « Questions de santé mentale que pose l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques ». Ce rapport appelait l'attention sur certains aspects du développement de l'énergie nucléaire et notamment sur l'opportunité :

- de ne pas développer de façon excessive les mesures de sécurité dans les installations nucléaires afin qu'elles ne provoquent pas une anxiété injustifiée,
- de convaincre les autorités qu'il n'entre pas dans le rôle des savants de prononcer des jugements de caractère psychologique ou moral sur des problèmes scientifiques,
- d'inciter les savants à mieux saisir la portée exacte et les conséquences de leurs déclarations.

En 1974, au moment
du lancement du programme
d'électro-nucléarisation
massive française, le
responsable de la radio
protection française
exhorte les techniciens
de l'énergie nucléaire
de ne pas exagérer les
mesures de sécurité dans
les installations nucléaires

Tablettes d'iode

Selon le professeur Pierre Pellerin, directeur général du SCPRI, « *il ne saurait y avoir aucun problème de santé publique en France* ». Selon lui, la situation actuelle peut être comparée « *à un homme qui aurait les pieds dans une flaque d'eau profonde de trois millimètres et qui aurait peur de se noyer parce que, tout à coup, le niveau monterait de deux ou trois millimètres* ». « *Le fait que les demandes de tablettes d'iode augmentent tient du délire*, poursuit le professeur Pellerin, *il n'y aura qu'une conséquence, que ce soit en Pologne ou même à Moscou* ».

Hier après-midi, le taux de radioactivité commençait d'ailleurs déjà à baisser, notamment en Scandinavie, où on prévoyait pourtant une nouvelle hausse pour mardi, portée par des vents défavorables et de la pluie. Pendant le week-end, les vents devraient repousser le nuage vers l'URSS, mais les experts sont de toute façon formels: composé principalement d'iode 131, qui n'a une durée d'activité que de huit jours lorsqu'il est dilué dans l'air, le nuage radioactif en provenance de Tchernobyl devrait être totalement dissous dans environ une semaine.

Jean-François MORUZZI

LE QUOTIDIEN DE PARIS - N° 2004 - VENDREDI 2 MAI 1986

Le dernier exemple que nous voulons donner est celui de la remontée de radioactivité atmosphérique observée en Europe au mois de mars 1987. Des laboratoires étrangers ont annoncé la nouvelle. Dans un communiqué du 15 mars le SCPRI avance comme hypothèse l'augmentation saisonnière « bien connue » d'après M. Pellerin (impossible à trouver d'ailleurs dans les bulletins mensuels des années précédentes que nous avons consultés) de la radioactivité des tests de bombes des années soixante. Quelques jours plus tard les laboratoires étrangers indiquent les radioéléments responsables de cette augmentation : Iode 131 (demi vie 8 jours), Xénon 133 (demi vie 5 jours), Xénon 135 (demi vie 9 heures). On voit immédiatement l'absurdité de la situation. Comment un élément qui a une demi vie de 9 heures peut-il provenir d'un événement qui s'est produit plus de 25 ans auparavant ? Les autorités sanitaires françaises se sont couvertes de ridicule auprès de leurs collègues étrangers. Il a fallu attendre le communiqué du 14 avril pour qu'une mise au point du SCPRI tente de rattraper la situation. Manifestement le communiqué du 15 mars 1987 n'est pas fondé sur des *résultats* obtenus par le SCPRI. Compte tenu des mesures rapportées dans les bulletins mensuels ce type de suivi ne peut pas être assuré par le SCPRI. Celui-ci n'est pas en possession de tous les équipements nécessaires et n'a pas non plus suffisamment de relais pour pouvoir faire face à des événements imprévus. La centralisation totale des mesures au Vésinet exclut la possibilité d'effectuer des mesures en continu en divers points du territoire, mesures dont les résultats échapperaient au contrôle strict du Directeur du SCPRI.

Tchernobyl a montré d'une façon très claire qu'il n'est pas possible de gérer correctement une crise nucléaire d'une façon centralisée.

La lettre d'information du Comité Stop Nogent-sur-Seine - Directeur de publication : Claude Boyer - CPPAP n°AS 71349 - Dépot légal : à parution Trimestriel - Abonnement : 1 an/4 n° : 8 - Adhésion : 8 /an - Maquette : Stop Nogent - Imprimerie : Reprocoapie.
 Courrier : Comité Stop Nogent-sur-Seine - 81, rue du Temple - 75003 PARIS
http://www.dissident-media.org/stop_nogent E-mail : stopnogent@wanadoo.fr
 Représentant légal Claude Boyer
 Secrétaire : Roger Bordes - Trésorière : Anne-Marie Chenet 01 42 78 18 36

Bulletin d'adhésion et d'abonnement

Nom : _____ Prénom : _____

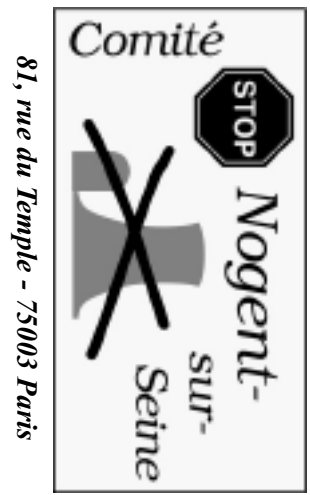
Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____ Télécopie : _____

Portable : _____ e-mail : _____

- Adhésion : 8 par an don : _____
- Abonnement à la *Lettre d'information du Comité Stop-Nogent-sur-Seine (1 an) : 8*
 (gratuit pour les étudiants et les RMistes adhérents du comité)



81, rue du Temple - 75003 Paris